



SORTIR DES BIDONVILLES : UN DEFI MONDIAL POUR 2020

**Conférence Internationale
Rabat – Maroc
26 – 29 novembre 2012**

Contexte

Selon les estimations d'ONU-HABITAT, entre 2000 et 2010, un total de 227 millions de personnes dans les pays en développement ont vu leurs conditions de vie s'améliorer significativement. En d'autres termes, les gouvernements sont parvenus à dépasser avec un taux de 2,2 la Cible 7-D des OMD « *Améliorer sensiblement la vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis, d'ici à 2020* ».

Le monde est irréversiblement de plus en plus urbain et, depuis 2010, plus de la moitié de la population mondiale vit en zone urbaine. En 2030, tous les pays en développement, notamment ceux d'Asie et d'Afrique, auront plus d'habitants en milieu urbain qu'en milieu rural. Les villes, quelle que soit leur taille, offrent à leurs habitants présents et futurs des opportunités accrues d'améliorer leur vie en s'intégrant dans des espaces économiques dynamiques et en bénéficiant de services rendus possibles par les économies d'échelle. Ainsi les villes sont en constante évolution.

Cependant, les villes et en particulier celles du Sud, sont loin d'offrir des conditions et des chances équivalentes à leurs communautés respectives. Le creusement quasi universel des inégalités sociales prend une dimension particulièrement aigüe dans les villes où se côtoient une richesse extrême et une grande pauvreté sur un espace restreint, générant ainsi instabilité sociale, insécurité et coûts économiques et sociaux démesurés, non seulement pour les populations déshéritées, mais également pour l'ensemble de la société. La majorité des populations en milieu urbain est soumise à de multiples contraintes d'ordre économique, social, culturel et environnemental.

Dans de nombreux pays en développement, la croissance urbaine a souvent été caractérisée par le caractère informel et/ou illégal des établissements humains, démontrant ainsi l'échec des politiques urbaines. Cette urbanisation a été fortement associée à une croissance de la pauvreté et à l'expansion des bidonvilles. Cependant, un certain nombre de pays a réussi à freiner l'expansion des taudis et à améliorer les conditions de vie de leurs populations.

Dans ce contexte, l'Asie se situe à l'avant-garde de ces efforts. On estime en effet que la région a amélioré les conditions de vie et d'habitat de 172 millions d'habitants de taudis pour la période 2000- 2010, ce qui représente 74% du nombre total de la population des bidonvilles vivant dans la région. Durant la même période, la Chine et l'Inde ont amélioré à elles seules les conditions d'habitat de 125 millions d'habitants des bidonvilles.

En Afrique, les conditions de vie de 24 millions d'habitants de taudis s'est améliorée durant la dernière décennie, soit 12% de l'effort mondial pour réduire cette forme de fracture urbaine. L'Afrique du Nord est la seule sous-région dans le monde en développement où le nombre (8,7 millions) et la proportion des habitants des taudis ont diminué de façon constante

(20 à 13%). L’Egypte, le Maroc et la Tunisie ont été les pays les plus performants en la matière. En Afrique subsaharienne, cependant, la proportion totale de la population urbaine vivant dans les bidonvilles n’a diminué que de 5% soit 17 millions d’habitants.

La région de l’Amérique Latine et des Caraïbes est également l’une des régions qui ont enregistré des progrès significatifs dans la lutte contre l’habitat insalubre, avec des niveaux de réussite variables d’un pays à l’autre. Des pays tels que l’Argentine, la Colombie, la République Dominicaine et le Mexique ont pu réduire du tiers la population vivant dans les bidonvilles, entre 2000 et 2010. Quant au Brésil, il a pu réduire de plus de 10 millions, pour la même période, la population vivant dans les quartiers d’habitat insalubre.

Au Maroc, le Programme national « Villes sans bidonvilles » vise à améliorer les conditions de vie de plus de 1 742 000 habitants vivant dans des logements précaires et insalubres, contribuant ainsi à garantir une meilleure intégration urbaine et plus de cohésion sociale. En effet, depuis son lancement en 2004, ce programme, qui est arrivé à un niveau de réalisation global de plus de 70%, a un impact positif sur le développement social des familles défavorisées, grâce à un fort leadership et à un volontarisme politique, des objectifs clairs, des modes d’intervention appropriés et des ressources budgétaires adéquates : une action de concrétisation de la démocratie locale qui a valu au Maroc une reconnaissance internationale couronnée par le Prix d’Honneur pour l’Habitat 2010 qui lui a été décerné par ONU-HABITAT à Shanghai en octobre 2010.

Avec l’appui de la Commission Européenne et le soutien financier du Groupe des pays Afrique, Caraïbe et Pacifique (ACP), plus de 150 villes de ces pays bénéficient de la coopération technique d’ONU-Habitat pour améliorer la situation des populations vivant dans les bidonvilles.

Argumentaire

Au cours des dix dernières années, la proportion de la population urbaine vivant dans les taudis dans les pays en développement a diminué de 39% en 2000 à environ 32% en 2010. Pourtant, la fracture urbaine perdure, car en termes absolus et avec l’urbanisation accélérée, le nombre d’habitants des taudis a connu une croissance considérable, tendance qui va se poursuivre dans un proche avenir. Entre 2000 et 2010, la population urbaine dans les pays en développement a augmenté en moyenne de 58 millions d’habitants par an, ce qui comprend 6 millions de personnes venues s’ajouter à la population des bidonvilles. Entre-temps, les estimations d’ONU-HABITAT avancent que, grâce à l’amélioration ou à la prévention de l’habitat informel, les pays en développement ont sorti 22 millions d’habitants des conditions de vie insalubre par an, entre 2000 et 2010. Sur la base de ces tendances, la population des bidonvilles dans le monde devrait atteindre 889 millions d’ici à 2020.

En vue de tirer les meilleurs enseignements des politiques engagées par les gouvernements et les villes en matière de réduction de l’habitat insalubre à travers le monde, le Maroc invite les 20 pays les plus performants en la matière à une conférence internationale. Cet événement, qui se tiendra à Rabat les 26, 27 et 28 novembre 2012, sera placé sous l’autorité de l’agence spécialisée des Nations Unies ONU-HABITAT et sera l’occasion d’échange d’expériences et de bonnes pratiques en matière de réduction des bidonvilles.

Les 20 pays les plus performants échangent sur leurs meilleures politiques

Les performances des pays résultent en général d'une combinaison de politiques volontaristes qui incluent notamment : (i) la restructuration des bidonvilles existants avec la sécurisation de l'occupation résidentielle et l'amélioration de l'accès aux services de base ; (ii) la planification des extensions urbaines et l'équipement des terrains avec les infrastructures adéquates à l'échelle de la croissance des villes ; (iii) la mise en place des conditions pour le développement d'une offre de logements adéquats et abordables comme alternative aux bidonvilles ; (iv) des programmes intégrés de développement urbain et d'habitat gérés à l'échelle locale et soutenus par des dispositifs d'appui nationaux ; (v) des collectivités locales renforcées et une gouvernance locale participative pour définir et mettre en œuvre des stratégies et programmes locaux intégrés, s'appuyant sur des cadres législatifs et financiers nationaux performants.

En effet, certains pays ont réalisé des progrès significatifs dans la réduction des bidonvilles et sont clairement engagés dans la réalisation de la Cible 7-D des OMD ainsi que dans la prévention de nouveaux taudis. Les gouvernements doivent reconnaître que la cible des 100 millions d'habitants de taudis représentait un seuil minimum à atteindre et que celui-ci a déjà été atteint 2,2 fois depuis 2010. Les gouvernements doivent ainsi s'engager à réviser et augmenter le taux à un niveau supérieur qui intègre à la fois l'existant et le potentiel de nouveaux bidonvilles à venir.

Dans ce sens, les pays qui ont enregistré de bons résultats à ce jour doivent maintenir et consolider leurs efforts pour améliorer les conditions de vie des habitants de taudis, tout en offrant des alternatives adéquates pour prévenir la formation de nouveaux bidonvilles. Les pays peu performants doivent, quant à eux, apporter des changements radicaux dans leurs interventions et leurs politiques vis-à-vis des bidonvilles en particulier et la pauvreté urbaine en général.

Cible 7.D des Objectifs du Millénaire pour le Développement et indicateur de résultat

La Cible 7.D consiste à avoir réalisé une amélioration significative des conditions de vie d'au moins 100 million d'habitants des bidonvilles avant 2020. Les résultats sont mesurés par l'indicateur 7.10 : proportion de la population urbaine vivant dans les bidonvilles. La proportion de la population urbaine vivant dans les bidonvilles est calculée par le nombre de personnes des ménages n'ayant pas accès à un ou plusieurs des services de base suivants : eau potable, dispositif d'assainissement amélioré, logement durable et espace de vie suffisant, sécurité de l'occupation résidentielle.

La définition internationale des bidonvilles à travers les ménages vivant dans les conditions décrites ci-dessus est un compromis entre des considérations théoriques et méthodologiques, notamment en matière de facilitation de la collecte des données. Cependant, dans la réalité, le quatrième critère concernant la sécurité de l'occupation résidentielle n'est pas pris en compte, faute de définition précise et compte tenu de la grande variété des systèmes de tenures foncières dans le monde. Les quatre autres critères mesurent les conditions physiques des bidonvilles qui sont relativement facilement mesurables, à savoir : le manque d'accès à l'eau potable, l'absence de dispositif amélioré d'assainissement, les logements surpeuplés et les habitations non-durables.

Cependant, les rapports statistiques nationaux extraient rarement la répartition géographique de ces mauvaises conditions d'habitation et ne donnent généralement pas la sévérité de l'insalubrité des logements qui cumulent une ou plusieurs des carences mentionnées ci-dessus. Une telle désagrégation statistique permettrait un meilleur ciblage des politiques et programmes publics nationaux et locaux.

Enfin, si la Cible 7.D sur l'amélioration significative des conditions de vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis avant 2020 est d'ores et déjà largement atteinte au niveau mondial, les fortes disparités régionales, nationales et locales ne sont pas reflétées et il conviendrait de se fixer de nouveaux objectifs pour faire en sorte que chaque pays réduise au moins de moitié, d'ici à 2020, la proportion de la population vivant dans des conditions d'habitat insalubre. Ceci permettrait ainsi de mieux cibler et coordonner les efforts nationaux à mener et les appuis internationaux nécessaires.

Objectifs de la Conférence

1. Formuler des recommandations précises pour guider les politiques d'amélioration des conditions de vie des habitants des bidonvilles et de développement des alternatives adéquates de logement pour prévenir la formation de nouveaux bidonvilles (Déclaration de Rabat).
2. Définir la stratégie pour réviser la Cible 7.D des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et la rendre plus conforme aux différentes situations nationales.
3. Partager les expériences réussies ainsi que les méthodes d'approche et de mesure des performances en matière de résorption des bidonvilles.
4. Elargir les échanges de la Conférence aux pays les moins avancés (PMA), notamment africains, pour leur permettre de mettre en œuvre des politiques performantes de réduction des bidonvilles.
5. Renforcer les relations de partenariat entre le Maroc et les Etats africains.

Participants

200 à 300 participants internationaux sont attendus à Rabat, dont une quarantaine de Ministres et chefs de délégation. Les délégations nationales sont encouragées à composer des délégations avec une représentation équilibrée des départements centraux, des collectivités locales et de la société civile, y compris des représentants des groupes de population concernés.

Pays invités dont la proportion de la population urbaine vivant dans des bidonvilles a diminué le plus significativement¹: Afrique du Sud, Argentine, Bangladesh, Brésil, Chine, Colombie, Egypte, Ghana, Inde, Indonésie, Mexique, Maroc, Nigeria, Ouganda, Pérou, République Dominicaine, Rwanda, Sénégal, Vietnam, Turquie.

Autres pays invités : Algérie, Angola, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Comores, Djibouti, Ethiopie, Haïti, Kenya, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Tchad, Tunisie, Zambie.

Associations internationales de villes et de gouvernements locaux, ONG internationales, Institutions financières internationales, Agences des Nations Unies, Agences de coopération bilatérales, représentants du monde académique et experts internationaux.

¹ONU-Habitat, Global Urban Observatory, 2012.